



LE POULET CANADIEN

Enquête de 2013 sur les usages et les attitudes

Tous les trois ans, les Producteurs de poulet du Canada mènent une étude auprès des consommateurs de tout le pays. Cette étude, qui porte le nom d'Enquête sur les usages et les attitudes, visent à recueillir de l'information sur les habitudes, les usages et les perceptions des consommateurs à l'égard du poulet.

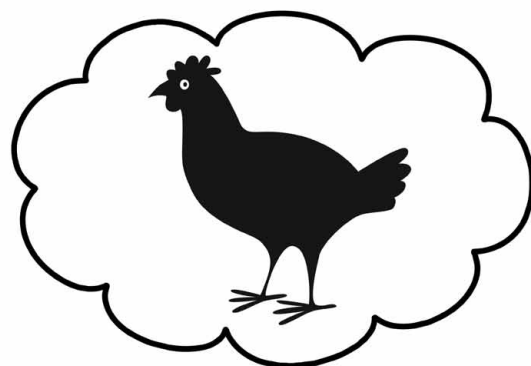
L'étude cerne la consommation en général et d'autres facettes, y compris mais sans y être limité, les habitudes d'achat, l'utilisation de repas prêts-à-consommer et les aliments préparés, les sorties au restaurant et les attitudes à l'endroit du poulet produit au Canada versus le poulet importé.

L'étude cerne également les perceptions, tout comme les habitudes concernant l'achat de poulet et sa préparation au foyer. Enfin, l'étude porte aussi sur les questions de santé et de soins aux animaux.

Les données sont utilisées à l'échelle de l'industrie et permettent aux PPC de mieux comprendre les facteurs qui influencent la consommation. Elles permettent aussi aux PPC et à leurs partenaires de déterminer l'orientation des tendances futures de l'industrie ainsi que les promotions à venir à la consommation.

Beaucoup de choses ont changé depuis que cette enquête fut menée pour la première fois il y a plusieurs années. Par exemple, le cholestérol dans le poulet posait à l'époque une importante préoccupation pour les consommateurs. Cela

suite page 2



dans ce numéro

3 | L'ancien président des PPC reçoit la Médaille du jubilé de diamant

8 | STEP UP : Quand l'enthousiasme rencontre l'expérience

7 | Le Canada et les États-Unis signent une entente sur le zonage des maladies animales

10 | Nouvelles fiches nutritionnelles pour les Canadiens !



Les Producteurs de
poulet du Canada
Chicken Farmers
of Canada

89 %

des consommateurs s'intéressaient à une étiquette indiquant si le poulet acheté provenait du Canada.

SUITE DE LA PAGE 1

n'est plus le cas et l'étude n'en fait plus mention. Toutefois, la sensibilisation des consommateurs s'est accrue au sujet de questions telles les soins aux animaux et l'utilisation d'antibiotiques dans les aliments pour animaux, et fait maintenant partie d'une section pertinente de la recherche.

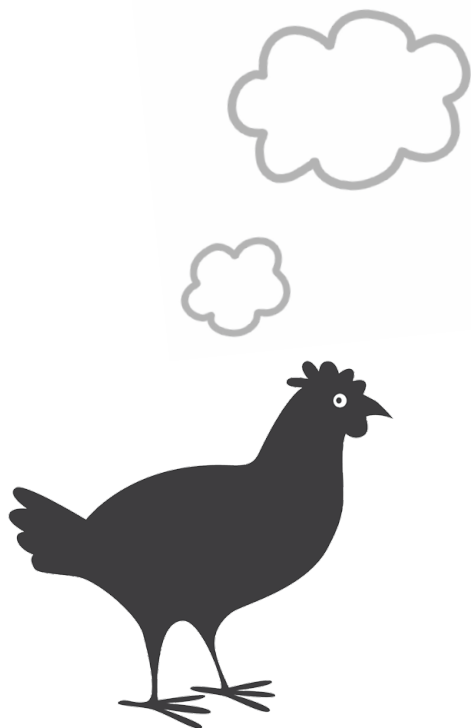
Cette année, il est prévu que l'on fera encore mention des soins aux animaux et des antibiotiques, ainsi que des attributs du poulet pour la santé et son prix. De plus, avec l'exposition croissante aux recettes de l'étranger, il est prévu que l'étude mentionnera davantage la viande brune comme étant le premier choix à l'achat (bien que ce choix ne devrait pas jeter d'ombre sur la préférence des consommateurs pour la viande blanche).

L'année 2013 marque le début de la prochaine recherche. Les PPC ont retenu les services du cabinet Leger Marketing pour tenir une série de consultations auprès de groupes de réflexion afin de s'assurer que les PPC posent les questions les plus pertinentes et que les questions nouvelles et émergentes soient cernées dans l'Enquête sur les usages et les attitudes qui aura lieu plus tard cet hiver.

Les résultats de l'enquête de 2013 seront présentés à la réunion d'été des PPC en juillet.

L'enquête de 2010 a produit l'information qui suit (il sera intéressant de voir si des choses ont changé) :

- Les niveaux de consommation de volaille, de viande et de poisson étaient stables, tout comme les habitudes à l'achat. Les répondants consommaient du poulet près de neuf fois par mois (en d'autres mots, environ deux fois par semaine), en grande partie (71 %) de la viande blanche.
- Au cours d'un mois moyen, les répondants ont continué de préparer et de consommer du poulet plus souvent au foyer qu'ailleurs.
- Le poulet a dépassé les autres viandes dans la plupart des catégories. Il est considéré comme la viande ayant le meilleur goût, la plus fraîche, représentant la meilleure valeur d'achat et l'une des viandes les moins dispendieuses. De plus, le poulet est considéré comme une viande aimée de tous les membres de la famille.
- Les poitrines de poulet régulières, les poitrines désossées et sans peau et le poulet entier sont les articles les plus populaires chez les répondants bien qu'un nombre inférieur achètent des poitrines régulières non désossées et des morceaux divers de poulet par rapport à l'enquête de 2007.
- 89 % des consommateurs s'intéressaient à une étiquette indiquant si le poulet acheté provenait du Canada. **R**



L'ancien président des PPC reçoit la Médaille du jubilé de diamant

David Fuller, ancien président des PPC, a reçu la Médaille du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II en 2012 en reconnaissance de son travail au nom des producteurs de poulet du Canada et pour avoir dirigé l'industrie pendant plus de 13 ans.

David a été à la barre pendant des moments qui se sont révélés parmi les plus critiques pour l'industrie canadienne du poulet.

« Durant ses 13 années à la tête des PPC, David a non seulement redonné beaucoup à son pays, mais il s'est consacré pleinement à la tâche dans les meilleurs intérêts des producteurs et de l'industrie canadienne du poulet », de dire Dave Janzen, président des Producteurs de poulet du Canada. « Ce travail représente un engagement sans pareil et de nombreux sacrifices. Comme producteurs et comme industrie, nous avons été vraiment fortunés de connaître son leadership et de vivre sa passion. »

« C'est avec un immense plaisir que j'ai présenté la candidature de David pour la Médaille du jubilé de diamant de la Reine », de préciser le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz. « David est un vieux de la vieille, ayant œuvré pendant des décennies dans le secteur canadien de l'agriculture, et je le remercie pour toutes ses années de service. Sa carrière montre bien comment le gouvernement et l'industrie peuvent travailler ensemble dans les meilleurs intérêts de l'agriculture au Canada. »

Dans le cadre de son mandat, David a représenté l'industrie sur 6 continents et dans plus de 20 pays. Il a participé à plusieurs événements liés au commerce et à l'agriculture, y compris les Conférences ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, Cancun, Hong Kong et Genève, de nombreuses réunions des dirigeants agricoles du Groupe de Cairns, des conférences de la Fédération internationale des producteurs agricoles et le Congrès avicole mondial. Il a aussi fait partie de plusieurs délégations commerciales de la FCA et assumé le rôle de chef de file dans les discussions commerciales internationales.

« C'est sans hésitation que je me propose de poursuivre mon travail avec David qui est membre du Comité d'innovation en agriculture », d'ajouter le ministre Gerry Ritz.

Comptant près de vingt ans d'expérience comme membre du Conseil d'administration des PPC, David a joué un rôle pivot dans l'élaboration de la vision stratégique des PPC et leur rôle dans le domaine de l'agriculture au Canada. **R**



MÉDAILLE DU JUBILÉ DE DIAMANT

Une nouvelle médaille commémorative a été créée dans le cadre des célébrations de 2012 qui marqueront le 60^e anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté la reine Elizabeth II en tant que Reine du Canada. La Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II permet au Canada de rendre hommage de façon tangible à Sa Majesté pour son dévouement envers notre pays; cette distinction permet également de reconnaître les contributions et réalisations de Canadiennes et de Canadiens.

Durant l'année de célébration, 60 000 Canadiennes et Canadiens seront reconnus pour leur mérite.



Votre propre poulet

Depuis le premier audit en 2001, les PPC et leurs intervenants ont travaillé sans relâche pour accroître la participation au programme. À ce jour, près de 96 % de nos 2 700 producteurs ont obtenu leur certification dans le cadre du PASAF et subissent un audit chaque année. Le programme est géré et offert par les 10 offices provinciaux.

On compte à ce jour neuf provinces possédant des mécanismes de mise en application en vertu de leurs règlements et politiques. Pour assurer la cohérence de la mise en œuvre et du processus d'audit à la ferme, le personnel des PPC mène chaque année des audits internes auprès de tous les offices provinciaux et des audits de témoins auprès d'un échantillon aléatoire d'auditeurs.

Reconnaissance du gouvernement

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territorial (FPT) ont élaboré un ensemble d'exigences liées aux programmes de salubrité des aliments à la ferme qui servent de guide sectoriel menant à la reconnaissance de leurs programmes respectifs. Les PPC ont été le premier groupe à recevoir la reconnaissance technique de la phase I pour le manuel du producteur et leur modèle générique fondé sur l'HACCP, et le deuxième à recevoir la reconnaissance technique de la phase II pour leur manuel de gestion.

Maintenant, nous en sommes à la dernière étape, soit la phase III de la reconnaissance technique découlant de l'évaluation de la mise en œuvre de *Votre propre poulet*. Le programme destiné aux élevages en parcours libre a aussi été soumis au processus d'examen technique de la phase I pour le manuel du *PASAF en parcours libre* et le PSA, et a reçu la reconnaissance technique des gouvernements FPT. Les PPC seront les premiers à recevoir la pleine reconnaissance de leur programme de salubrité des aliments à la ferme.

La phase III du processus de reconnaissance a débuté en juin 2012, le Centre de technologie alimentaire de Guelph (GFTC) agissant comme tiers auditeur. Le GFTC a complété l'audit du PASAF par un tiers à l'échelle nationale et auprès de trois offices provinciaux (l'Ontario, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse), y compris 12 audits de témoins auprès de 6 auditeurs différents. D'ordre général, le GFTC a conclu que le système de gestion du PASAF des PPC et les pratiques d'audit à la ferme sont rigoureux et crédibles. Les PPC collaboreront maintenant avec l'ACIA dans le cadre de son examen de la documentation et du rapport d'audit par un tiers et recevront une décision finale au printemps de 2013.

Conformément aux exigences FPT et pour maintenir la conformité aux normes techniques, les PPC doivent procéder à un examen du manuel du PASAF et du manuel du PASAF pour les élevages en parcours libre. L'objectif est de produire de nouvelles versions de ces ouvrages d'ici l'automne de 2013.

Vous avez des idées au sujet de *Votre propre poulet* ou des manuels et programmes du PASAF pour les élevages en parcours libre ?

Les PPC demandent aux producteurs de bien vouloir faire connaître leurs suggestions visant la modification des programmes de salubrité des aliments à la ferme – *Votre propre poulet* et le PASAF pour les élevages en parcours libre. Dans le cadre du processus d'examen, les PPC veulent tenir compte de l'opinion de ceux qui utilisent les programmes tous les jours. Dites-nous ce que vous aimez, ce qui devrait être modifié ou ajouté. **R**

Veillez adresser vos commentaires d'ici le 15 mars 2013 à :

ppc@poulet.ca

OU À

350, rue Sparks – bureau 1007, Ottawa, Ontario, K1R 7S8

Nouvelles de la Colline

Session d'hiver

Alors que le Parlement reprend ses travaux la semaine du 28 janvier après sa pause hivernale, c'est le bon moment de scruter l'horizon stratégique pour voir ce qui nous attend. L'année 2013 marque en fait la moitié du mandat de quatre ans du gouvernement conservateur depuis l'élection de 2011. Le gouvernement a indiqué qu'il continuera à cibler l'économie et la création d'emplois au cours de la session à venir.

Lorsque la Chambre ne siégeait pas, le gouvernement a tenu une série de consultations pré-budgétaires à travers le Canada. Le 25 janvier, le directeur exécutif des PPC, Mike Dungeat, s'est joint au ministre d'État (Finances), Ted Menzies, et à d'autres représentants du secteur des entreprises, des universitaires et des innovateurs pour une séance de consultation à St. John's, Terre-Neuve. C'était une occasion unique pour les PPC de communiquer la perspective des agriculteurs.

L'honorable Ed Fast, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, a tenu une autre consultation pré-budgétaire à Brampton, Ontario, auprès de membres du milieu des affaires indo-canadien.

Durant la rencontre, il a réitéré l'engagement du gouvernement envers des relations croissantes entre le Canada et l'Inde en matière de commerce et d'investissement. Le ministre Fast a aussi annoncé qu'une septième ronde de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Inde aura lieu à New Delhi, en Inde, du 5 au 7 février 2013.

« L'économie demeure la priorité absolue de notre gouvernement et l'obtention d'un accès aux marchés importants, dynamiques et en forte croissance comme l'Inde constitue un élément clé du plan d'expansion du commerce le plus

ambitieux de l'histoire de notre pays, a affirmé le ministre Fast. C'est pourquoi je suis ravi d'entendre le point de vue des chefs d'entreprise dans le cadre de nos discussions sur la meilleure façon de continuer à créer des emplois et à favoriser la croissance et la prospérité à long terme pour les familles canadiennes. »

Selon une étude conjointe menée par le Canada et l'Inde, la conclusion d'un accord commercial entre ces deux pays pourrait stimuler l'économie du Canada d'au moins 6 milliards de dollars. Le Canada a cerné les principales possibilités économiques en Inde dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'infrastructure et de l'éducation.

FCA

L'assemblée générale annuelle de la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) se déroulera du 26 au 28 février 2013 au Delta Ottawa Centre Hotel. C'est une année d'élections, alors que trois postes de cadre dirigeant seront ouverts, ceux de président, premier vice-président et deuxième vice-président.

Les PPC seront représentés à l'AGA par le représentant des PPC siégeant au Conseil de la FCA, Mike Pickard, le deuxième vice-président des PPC, Martin Dufresne, et le conseiller principal des PPC en relations gouvernementales.

Le 14 février 2013, la FCA marquera également la Journée d'affranchissement des dépenses alimentaires, son programme inauguré en février 2007 qui note la date à laquelle le revenu des foyers canadiens est suffisant pour payer la part de l'argent consacré à l'alimentation qui revient aux agriculteurs. Le programme souligne l'importance de faire des choix alimentaires qui favorisent l'agriculture canadienne et l'industrie

agroalimentaire et fait remarquer que les familles n'ont besoin que de quelques semaines pour payer la part des agriculteurs.

Toute croissance des dépenses alimentaires, relativement minime par rapport à des postes de dépense tels que les loisirs, le loyer et l'essence ou encore les transports et les communications, n'approche pas le niveau de croissance du revenu disponible. Pour que la Journée d'affranchissement des dépenses alimentaires soit déplacée d'une journée, il faudrait un changement de 2,5 % du revenu disponible dépensé pour les aliments.

Congrès des partis nationaux

Le Congrès du NPD se tiendra du 12 au 14 mars 2013 à Montréal. Thomas Mulcair ramènera son parti au Québec, la province qui l'a propulsé vers le statut d'Opposition officielle lors de la dernière élection.

De son côté, le Parti libéral tiendra son Congrès à la direction, attendu depuis longtemps, le 14 avril 2013 à Ottawa. Au niveau provincial, les Libéraux ontariens ont élu un nouveau chef libéral le 26 janvier 2013 et au Québec, les Libéraux choisiront leur nouveau chef le 17 mars 2013. Ces changements à des postes supérieurs pour les Libéraux montreront clairement les stratégies que le Parti entend adopter dans le futur.

Enfin, le Congrès du Parti conservateur est prévu du 27 au 29 juin 2013, dans la circonscription de Calgary du premier ministre. Le congrès se penchera sur l'élaboration des politiques, annoncera les dernières nouvelles du Parti, puis élira les membres du Conseil exécutif national. **R**

Autres données sur l'incidence du PTP

Au cours des quelques dernières années, bon nombre de débats se sont déroulés au sujet des avantages, voire même de la simple probabilité que le Canada se joigne aux négociations du Partenariat transpacifique (PTP).

Et le débat se poursuit toujours, même après que le Canada (et le Mexique) ait été accepté comme le plus récent membre à se joindre à cette initiative commerciale régionale. La question n'est plus de savoir « si » le Canada se joindra aux discussions mais plutôt de savoir « ce que cette participation lui apportera ».

Le PTP compte 11 membres dont le Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour qui ont été les premiers à se réunir en 2005. En 2008, quatre autres pays, soit les États-Unis, l'Australie, le Pérou et le Vietnam, qui s'intéressaient aux pourparlers ont demandé à se joindre au groupe. Les négociations se sont poursuivies depuis et d'autres pays ont demandé d'adhérer au PTP. Trois autres pays ont donc été ajoutés au cours des années suivantes : la Malaisie (2010), le Canada et le Mexique (2012).

Depuis le ralentissement du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans sa douzième année, le cadre commercial bilatéral a connu une hausse dramatique d'intérêt et de participation. Plusieurs pays, comme le Canada, se tournent maintenant de plus en plus vers des accords bilatéraux et plurilatéraux afin de poursuivre leur programme commercial et contribuer ainsi aux échanges internationaux.

Une récente analyse économique effectuée par la Peterson Institute for International Economics révèle qu'un accord du PTP pourrait, au cours des 12 prochaines années, produire des gains nets de 74 milliards de dollars pour les 11 pays qui en sont membres, et 24 milliards de dollars pour les États-Unis à eux seuls. Pour les États-Unis, ces gains proviendraient de l'incidence économique sur la Chine qui perdrait un montant estimé à 21 milliards de dollars étant donné que les membres du PTP auraient plus d'accès que la Chine aux marchés américains suite à la conclusion d'une entente.

Ce transfert estimé de richesse de la Chine aux États-Unis donne de la crédibilité aux critiques qui soutiennent que l'un des principaux objectifs des États-Unis au PTP est de contrer l'ascension commerciale de la Chine aux dépens de l'économie américaine. Bien que les études qui prévoient des gains potentiels découlant d'ententes commerciales prennent appui

sur tant d'hypothèses que leurs conclusions doivent être prises avec un grain de sel, elles pointent tout de même dans le même sens que les critiques de l'initiative menée par les É.-U.

Alors que les États-Unis visent un calendrier agressif pour la conclusion du PTP, soit d'ici octobre 2013, la Chine travaille sur son « propre » accord commercial régional que l'on appelle Partenariat économique régional global (PERG). Ce partenariat est en voie de développement et compte 15 participants asiatiques qui ont joint les rangs de la Chine. Toujours selon la même étude, ce vaste partenariat devrait produire 644 milliards de dollars en gains durant la même période de 12 ans que celle du PTP, la Chine s'accaparant un montant de 297 milliards de dollars.

Il existe plusieurs raisons qui expliquent la grande différence dans la valeur de ces deux accords. L'une a trait au protectionnisme en place dans les pays du PERG par rapport aux relations commerciales plus ouvertes des pays membres du PTP. Cela signifie que les pays du PTP n'ont pas beaucoup à gagner. Lorsque l'on tient compte de la taille des économies des pays du PERG, notamment les géants économiques que sont la Chine, l'Inde et le

Japon, les petites modifications au niveau de l'accès sont amplifiées et produisent des résultats beaucoup plus importants.

Il semble que le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Thaïlande et les Philippines aient tous manifesté un intérêt à l'endroit du PTP. Si l'on se fie sur les nombres, cela propulserait certes le PTP aux devants du Partenariat économique régional global puisque l'ajout de ces 5 économies nationales au PTP augmenterait son incidence économique à plus de 500 milliards de dollars. Une discussion sur la fusion des deux partenariats a été entamée mais il est peu probable que la chose intéresse les pays dont le programme commercial est plus limité.

Il s'agit toujours d'un jeu de nombres et, pour le moment, l'on déploie tous les efforts pour finaliser le PTP de sorte que les membres puissent commencer à tirer profit de l'accès préférentiel avant que les autres pays ne concluent des ententes similaires, ce qui réduirait les avantages que l'on associe au PTP. **R**



Le Canada et les États-Unis signent une entente sur le zonage des maladies animales

À la mi-janvier, Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, a annoncé que le Canada et les États-Unis avaient l'intention de reconnaître les mesures de zonage de chacun lors de manifestations de maladies animales exotiques très contagieuses.

Même si les manifestations de maladies animales exotiques sont très rares en Amérique du Nord, cette entente permettra de réduire au minimum les interruptions des échanges commerciaux tout en empêchant la propagation de la maladie, advenant une manifestation.

« Le commerce transfrontière d'animaux vivants, de viande et d'autres produits et sous-produits animaux injectent des milliards de dollars chaque année dans l'économie canadienne », explique le ministre Ritz. « Cette entente va permettre de conserver les possibilités de marché aux États-Unis pour les producteurs canadiens si une manifestation de maladie animale exotique se produit, tout en protégeant la santé des personnes et des animaux. »

Plus de 250 milliards de dollars en investissements directs par un pays dans l'autre et le commerce bilatéral de plus d'un demi billion de dollars par année en biens et services contribuent à créer des millions d'emplois dans les deux pays. Chaque minute, près d'un million de dollars en biens et services traversent la frontière canado-américaine.

Cette initiative répond à un engagement pris en décembre 2011 dans le cadre des Plans d'action conjoints du Conseil de coopération en matière de réglementation (CCR) Canada - États-Unis, dont l'objectif est de mieux harmoniser les règlements des deux pays. Le but principal du CCR est d'améliorer la compétitivité et le bien-être économique du Canada et des États-Unis tout en maintenant des normes élevées en matière de santé des animaux, de santé publique et de sécurité de même que de protection de l'environnement.

Conformément à l'entente, chaque pays s'engage à accepter les décisions de l'autre sur l'établissement, le maintien des mesures de contrôle et de la zone d'éradication si une manifestation de maladie animale exotique se produit, comme la fièvre aphteuse ou la peste porcine classique, ainsi que sur la levée des mesures de contrôle et l'élimination de la zone d'éradication.


Concrètement, l'entente signifie que si le Canada devait établir une mesure de contrôle et une zone d'éradication n'importe où au Canada, le département de l'Agriculture des États-Unis devrait continuer à permettre les importations d'animaux vivants, de produits et sous-produits animaux provenant des zones du Canada exemptes de maladies. Une fois que le Canada aura éliminé la zone d'éradication, les États-Unis permettraient alors la reprise des échanges commerciaux pour des produits provenant de cette zone. Des accords de réciprocité s'appliqueraient dans le cas de zones établies partout aux États-Unis.

D'autres initiatives en matière de salubrité des aliments annoncées en 2011 et visant l'harmonisation de plusieurs règlements, de la documentation et des procédures d'inspection pour réduire le chevauchement et permettre d'accroître le commerce transfrontalier des biens et services incluent :

- L'élaboration d'approches communes à la salubrité des aliments compte tenu des efforts de modernisation de la salubrité des aliments dans les deux pays, rehausser la sécurité de l'approvisionnement alimentaire canado-américain et minimiser le besoin d'une surveillance routinière

de la salubrité des aliments et des activités d'inspection dans les deux pays (s'applique aux produits relevant du mandat de la U.S. Food and Drug Administration et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments).

- Améliorer les ententes d'équivalence des systèmes de salubrité des viandes afin de rationaliser, simplifier et, lorsque possible, réduire les procédures d'importation et administratives, tout en respectant les objectifs en matière de santé publique.
- Créer une dépendance mutuelle sur les critères acceptables de reconnaissance des laboratoires de salubrité des aliments, les résultats de tests et les méthodes utilisées afin de s'assurer que les tests en laboratoires effectués dans un pays soient acceptables aux organismes de régie des deux pays et faciliter l'utilisation croisée des résultats obtenus en laboratoire par l'industrie et les organismes de régie des deux pays (s'applique aux produits relevant du mandat de la U.S. Food and Drug Administration et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments).
- Rationaliser les exigences de certification pour les produits des viandes et de la volaille y compris, lorsque possible, la réduction ou l'élimination des certifications redondantes, les éléments de données et les procédures administratives pour le transport des cargaisons entre les États-Unis et le Canada.

Pour plus d'informations au sujet du Conseil de coopération en matière de réglementation (CCR), consultez le site www.actionplan.gc.ca/CCR. 



FARM MANAGEMENT CANADA
GESTION AGRICOLE DU CANADA

« Le programme Step Up m'a donné confiance pour gérer ma propre entreprise agricole et a démontré l'importance du mentorat et de l'apprentissage à la ferme ainsi que les bénéfices de ce type de formation ciblée et pratique sur place. Mon expérience me donne le goût de devenir mentor moi-même pour inspirer les futurs agriculteurs. »

– Arden, mentorée

STEP UP : Quand l'enthousiasme rencontre l'expérience

Gestion agricole du Canada (GAC) est le seul organisme de coordination national des activités de gestion d'entreprise agricole au pays qui se consacre exclusivement au développement et à la diffusion d'informations, outils et ressources avancés sur la gestion d'entreprise donnant aux agriculteurs canadiens une tremplin vers la réussite.

Les agriculteurs jeunes et débutants représentent l'avenir de l'industrie agricole canadienne. GAC croit en une approche pratique de l'apprentissage privilégiant l'expérience en gestion agricole acquise sur le tas.

STEP UP

STEP UP est un programme de mentorat à la ferme conçu pour ceux et celles qui veulent acquérir des compétences en gestion d'entreprise agricole dans un milieu pratique. Dans le cadre du programme STEP UP, les mentorés sont jumelés à un gestionnaire agricole d'expérience qui les fait participer aux opérations quotidiennes d'une exploitation agricole pour leur montrer comment on fixe les objectifs, comment on prend les décisions et pour qu'ils puissent se salir les mains par la même occasion ! Les stages de mentorat durent habituellement six mois, mais le minimum est de huit semaines.

« ...tous les mentorés que nous avons hébergés à Duck Creek se sont engagés de façon continue dans un aspect agricole ou un autre ! » – Duck Creek Farms, mentor

Rafraîchi en 2011, STEP UP est le seul programme de mentorat national bilingue qui se concentre sur le perfectionnement des compétences en gestion agricole dans toutes les régions, tous les secteurs de production, toutes les grosseurs de fermes et à travers les langues. Attirant en général les agriculteurs jeunes et débutants, STEP UP dessert également les personnes en transition au sein de l'industrie, pour les mettre en contact avec des gestionnaires agricoles chevronnés qui leur apprendront les ficelles du métier.

Le programme STEP UP profite de son réseau national de partenariats avec le Concours des Jeunes agriculteurs d'élite du Canada, établi par le Conseil des 4-H du Canada, de même qu'avec la Table pancanadienne de la relève agricole.

En plus de partager leurs connaissances et leur passion, les mentors sont une grande source d'inspiration pour les autres qui veulent aussi réaliser leurs rêves. Chemin faisant, les mentors développent sans nul doute de nouvelles idées, connaissances et perspectives précieuses.

STEP UP met l'accent sur la réussite. Le contrat d'apprentissage du programme permet aux mentorés d'identifier précisément ce qu'ils souhaitent apprendre. Les rapports d'étape assurent qu'ils progressent bien et qu'ils atteignent leurs objectifs d'apprentissage.

Qui peut être un mentor ?

Toute personne expérimentée en gestion d'entreprise agricole désirant prendre le temps de transmettre le meilleur de ses connaissances en la matière. Les mentors reçoivent une rétribution en échange de leur participation !

Qui peut devenir mentoré ?

Toute personne de 18 ans ou plus qui s'intéresse à l'agriculture.

« Dans l'ensemble, c'est la confiance que j'ai gagnée en observant et en participant aux activités quotidiennes d'une ferme déjà établie. J'adore voir de près la ferme d'un mentor et la vie qu'on y mène. J'ai acquis plus de connaissances que ce qu'une recherche ou un livre m'aurait appris – on met la main à la pâte ! » – Lindsay, mentorée

Où ?

C'est un programme national. Vous pouvez sélectionner un stage près de chez vous ou dans une autre province.

Quand ?

Le programme dure au minimum huit semaines. Vous pouvez commencer dès le 1^{er} avril 2013.

Comment participer ?

Nous acceptons maintenant les demandes !

Site Web : www.fmc-gac.com/fr/content/step-accueil

Courriel : stepup@fmc-gac.com

Téléphone : 1-888-232-3262



En plus de me faire un ami, avoir un mentoré m'a donné le temps d'évaluer tous les aspects de ma ferme. C'était bien de partager ce qu'on pense et de chercher ensemble de nouveaux concepts d'affaires... en plus d'avoir un travailleur enthousiaste avec moi ! » – Mentor Lori Gillis



J'admire l'exécution professionnelle du programme STEP UP... Je pense qu'il offre une généreuse rétribution et qu'il est une façon utile d'initier les nouveaux arrivés dans le domaine de l'agriculture. J'ai hâte de travailler avec notre prochain mentoré.

– Mentors Brendan & Marcelle, Ontario

Nouvelles fiches nutritionnelles : obtenez la plus récente information en matière de santé et de nutrition

Les PPC travaillent en étroite collaboration avec des diététistes professionnelles pour optimiser l'information qu'elles transmettent à leurs clients et aux Canadiens en général au sujet de la gestion des problèmes de santé, comme les maladies cardiovasculaires et le diabète, par le biais d'un régime alimentaire plus sainement notamment à base de poulet.

À cette fin, les PPC ont, en 2012, procédé à la mise à jour de leur série de fiches nutritionnelles en remaniant leur apparence et en produisant quatre nouvelles fiches offrant de l'information à la fois nouvelle et pertinente, le tout fondé sur les plus récentes tendances en matière de santé des consommateurs, les facteurs d'influence et la recherche en sciences nutritionnelles.

Les toutes nouvelles fiches nutritionnelles sont :

Fiche numéro 2 – Mode de vie sain pour les femmes : à vous de décider

Les femmes savent que le chemin qui mène à l'amélioration de leur état de santé n'est pas uniquement fondé sur un traitement médical ou sur le fait de savoir qu'elles sont indemnes de maladies. Pour rester en santé, il est aussi nécessaire d'adopter une approche holistique. Trouver des moyens pour bien manger, faire de l'exercice, bien dormir et mieux gérer le stress permettent d'optimiser vos chances de vivre longtemps et en santé.

Fiche numéro 10 – Santé des hommes : des mesures et des choix sains s'imposent

Connaissez-vous les trois principaux problèmes de santé chez les hommes ? Au Canada, ce sont le cancer, les maladies cardiovasculaires et le diabète. La bonne nouvelle c'est que vous pouvez prévenir ou réduire votre risque de développer ces maladies en apportant de petits changements positifs à votre mode de vie.

Fiche numéro 11 – Alimentation sans gluten

Nous entendons de plus en plus parler des aliments avec gluten et sans gluten ces derniers temps. Est-ce qu'un régime sans gluten est plus sain pour vous ? Examinons les faits.

Fiche numéro 12 – Les nutriments du zinc essentiels pour une bonne santé

Une alimentation bien équilibrée a non seulement bon goût, mais elle est également source de vitamines et de minéraux essentiels. Le zinc est un minéral dont vous avez besoin en petites quantités au quotidien pour rester en bonne santé. Voyez pourquoi le zinc est si important.

Les PPC ont maintenant 12 fiches nutritionnelles, un journal de collation et boissons ainsi qu'un journal alimentaire hebdomadaire. Une section recettes détaillant l'information nutritionnelle accompagne chaque fiche et dirige les lecteurs à poulet.ca pour obtenir d'autres recettes bénéfiques d'un point de vue nutritionnel. Tout au long de 2012, les diététistes, infirmières et autres professionnels de la santé ont commandé les fiches nutritionnelles en grande quantité.

Les consommateurs peuvent aussi télécharger cette série de fiches sur le site de santé des PPC à l'adresse (poulet.ca/sante). Cliquez sur le portail et obtenez les faits les plus récents ! **!**



Pour une mise à jour sur les négociations à l'OMC, veuillez visiter le site web des PPC au : producteursdepoulet.ca/commerce-international/geneve-en-bref

facebook.com/chickenfarmers

twitter.com/chickenfarmers

ENVOYEZ-NOUS VOTRE AVIS!

www.poulet.ca

Réviser : Marty Brett - mbrett@poulet.ca

Graphiste : Stephanie St.Pierre - sstpierre@poulet.ca